Allocution de Lana Payne devant le Comité permanent du commerce international
Le lundi 20 octobre 2025

Bonjour, c’est un grand plaisir pour moi d’être ici. Merci de m’accueillir. Madame la présidente, membres du comité, je suis d’accord avec les commentaires du professeur. Nous sommes en pleine guerre économique et nous devons mettre en place une cellule de crise économique, ce à quoi il fait référence. Comme vous le savez, je m’appelle Lana Payne et je suis présidente nationale d’Unifor, le plus grand syndicat du secteur privé au Canada, qui représente 320 000 travailleuses et travailleurs à travers le pays, dont environ un tiers œuvrent dans des secteurs économiques exposés au commerce international.

Neuf mois après le début de cette guerre commerciale sans précédent, je tiens à vous rappeler une fois de plus que l’économie industrielle du Canada est en danger, et je ne dis pas cela à la légère. Je le constate chaque jour sur les visages de nos membres, dans les avis de licenciement qu’ils reçoivent et dans l’insécurité dont ils sont victimes dans leurs usines.

Elle est en danger malgré l’ACEUM, un accord commercial qui, pour l’instant, n’existe pratiquement que de nom. La semaine dernière, vous le savez tous, une catastrophe a frappé les travailleuses et travailleurs de l’automobile en Ontario après des mois et des mois de fausses assurances et de retards. Le constructeur automobile mondial Stellantis a annoncé son intention de délocaliser aux États-Unis l’assemblage de véhicules prévu et négocié par notre syndicat pour Brampton, une usine qui emploie 3 000 personnes.

Des milliers d’autres personnes risquent désormais de perdre leur emploi tout au long de la chaîne d’approvisionnement. C’est le dernier coup porté au secteur automobile canadien, fort d’un centenaire d’existence. Cela fait suite à l’annonce par General Motors de son intention de transférer une partie de sa production de camions d’Oshawa vers l’Indiana au début de 2026. Toutes ces mesures visent à apaiser Donald Trump au détriment de nos emplois. Si nous permettons à ces entreprises de délocaliser leur production aux États-Unis sans exercer une pression équivalente pour la maintenir au Canada, les emplois disparaîtront.

Nous devons jouer dur et nous en avons les moyens, car nous disposons des outils et des leviers nécessaires pour le faire. Cela aggrave les pressions auxquelles sont confrontées l’industrie de l’automobile, l’industrie de l’aluminium et de l’acier, ainsi que celle de la foresterie qui fait face à des tarifs douaniers irréalistes sur le bois d’œuvre résineux et, plus récemment, aux tarifs de la section 232 imposés par l’administration Trump. Les attaques du président américain contre les industries canadiennes se poursuivent malgré les engagements écrits pris en sens contraire. Par exemple, l’arrangement bilatéral sur l’ACEUM accordant au Canada un sursis pour les voitures et les pièces détachées visées par les tarifs de la section 232 a été totalement ignoré par l’administration Trump. Une lettre d’accompagnement qu’ils ont d’ailleurs signée, je tiens à le préciser. J’ai soulevé cet exemple parce qu’il nous amène à nous poser la question suivante : si l’objectif final de Trump est de démanteler le secteur industriel canadien, à quoi sert exactement l’ACEUM? Unifor comprend que, du moins pour l’instant, la conformité à l’ACEUM offre une protection tarifaire à de nombreuses exportations canadiennes vers les États-Unis. Toutefois, à mesure que Trump impose des tarifs douaniers fondés sur la sécurité nationale à un nombre croissant de secteurs, cette protection s’affaiblit considérablement.

Il ne faudrait pas croire que le fait d’avoir le meilleur d’une série d’accords défavorables avec les États-Unis est en quelque sorte une bonne chose. Ce serait une erreur qui entraînerait davantage de pertes d’investissements et d’emplois dans notre pays. C’est pourquoi notre position en tant que syndicat a toujours été que nous devons être prêts à utiliser le considérable pouvoir de levier du Canada pour riposter.

Ce qui me met en colère, et qui devrait nous irriter tous, c’est la campagne menée actuellement par Bay Street pour assurer la survie de l’ACEUM, quel qu’en soit le coût pour nos secteurs industriels les plus importants. Nous ne pouvons pas tomber dans le piège et penser que l’ACEUM protège l’économie contre les tarifs douaniers, ce qui est faux. Les neuf derniers mois devraient nous avoir démontré que c’est loin d’être le cas.

C’est Trump qui, par ses décrets, a créé la dérogation pour l’ACEUM. Et il peut la supprimer à tout moment. Je pense que nous pouvons convenir que le président américain annonce ses intentions en fonction d’une vision à court terme, de ses propres intérêts et de sa volonté de prendre le dessus et, bien sûr, de renforcer son influence. Dans quel scénario les États-Unis devraient-ils alors approuver pleinement l’ACEUM l’été prochain? Le feront-ils? La question se pose. En fait, le scénario selon lequel nous pourrions être davantage victimes d’extorsion et subir davantage de pertes pour notre économie industrielle est tout à fait réaliste. Il est même possible que Trump déclenche la clause de résiliation de six mois de l’ACEUM. De même, il se peut que les États-Unis choisissent de ne pas renouveler l’ACEUM en juillet, déclenchant ainsi un compte à rebours de dix ans avant son élimination.

Soyons honnêtes avec nous-mêmes quant à nos priorités. Nous devons œuvrer en faveur d’un nouvel ACEUM qui réglemente mieux le commerce, mais pas à n’importe quel prix, ni au détriment de l’économie industrielle de notre pays. Nous n’avons pas besoin d’un accord commercial qui convienne à Bay Street. Nous avons besoin d’une relation commerciale qui convienne aux travailleuses et aux travailleurs.

Formuler une stratégie pour l’ACEUM signifie défendre pleinement notre économie industrielle et, par là même, les droits des travailleuses et des travailleurs. Cela implique que le Canada communique ses limites dans les principaux secteurs industriels. Cela signifie dire à des gens comme Howard Lutnick que non, notre industrie automobile ne leur appartient pas. Et oui, les États-Unis ont besoin de nos ressources. Ils ont besoin de notre aluminium. Ils ont besoin de notre énergie et ils ont besoin de notre bois d’œuvre.

Le Canada dispose d’un grand pouvoir de négociation, notamment en ce qui concerne les ressources stratégiques telles que l’aluminium, l’énergie et la potasse. Nous ne devrions pas conclure d’accords qui donnent aux États-Unis un accès inconditionnel à ces ressources. Et si l’ACEUM n’est pas satisfaisant, nous devons nous préparer à refuser son renouvellement. Oui, nous devrons également faire preuve d’audace, car c’est ce qu’il faut faire lors de négociations.

Nous devons nous demander ce qui est vraiment important pour ce pays : fabriquer des choses qui ajoutent de la valeur ou servir de réserve de ressources pour les États-Unis. De quel côté sommes-nous vraiment? Je pense que nous pouvons tous convenir que nous devons être du côté des travailleuses et des travailleurs d’ici.

Merci beaucoup et je me ferai un plaisir de répondre à vos questions.